LES TROIS LEGIONS DE MARCHE DE LA GARDE REPUBLICAINE EN EXTREME-ORIENT (1947 - 1954)

“Varus qu’as-tu fait de tes légions ?” demanda en l’an 9 après Jésus-Christ, l’Empereur Auguste, au général romain Quintillus Varus, après que celui-ci se fut laissé surprendre avec ses trois légions, dans la forêt de Teutoborg. A notre tour, pouvons-nous nous demander ce qu’il advint des trois Légions de Garde Républicaine de Marche, engagées en Extrême-Orient entre 1947 et 1954.

Il y avait jadis en Indochine Française, fleuron de notre Empire colonial, où une colonie - la Cochinchine - et quatre protectorats - le Tonkin, l’Annam, le Cambodge et le Laos - étaient administrés par la France. La population de quelque vingt millions d’habitants vivait sans histoire. Cent trente quatre gendarmes répartis en petites brigades et quelques bataillons suffisaient à maintenir l’ordre. Soudain en 1940, après le désastre de la campagne de France, tout bascule. L’esprit nationaliste déjà en effervescence dans les années 30, se réveilla. Le territoire resta pratiquement entre les mains des Japonais jusqu’en 1945. La guerre entre la France et les nationalistes conduits par Hô Chi Minh était latente. Elle éclata le 19 décembre 1946 et se poursuivit âprement jusqu’à la chute de Diên Biên Phu (*).

Seule l’Armée de métier participa à ce combat lointain. Pour certains Français c’était la “sale guerre”. Mais pour les jeunes cadres de l’Armée Française, dont les gendarmes eurent l’honneur de faire partie, c’était une campagne pleine de risques, qu’ils envisageaient comme un devoir national et une mission généreuse.

Voilà la France engagée dans un conflit d’un genre nouveau, aux contours imprécis et mal définis. La Gendarmerie, qui “fait partie intégrante de l’Armée Nationale” (décret du 19 septembre 1935), mit sur pied trois Légions de Marche de Garde Républicaine. Quelle part prirent ces unités dans la bataille d’Indochine ?

A LA FIN DE L’ANNEE 1945, LA FRANCE EST ENGAGEE DANS UN CONFLIT D’UN TYPE NOUVEAU: LA GUERILLA

Ce genre de guerre n’est pas inconnu pour la France. Déjà en 1808-1819, Napoléon 1er, en Espagne avait eu ses troupes (300 000 hommes) immobilisées par une guérilla dirigée par la noblesse et le clergé. Plus près de la période qui nous intéresse, pendant le second conflit mondial, la “Résistance” mit souvent en échec les troupes d’occupation allemandes.

En Indochine, la France qui avait mis ces territoires en valeur au cours des quatre-vingt dernières années, se voit désarmée en mars 1945 par les troupes japonaises. Celles-ci proclament un Viêt-Nam indépendant. Le Viêt-Minh, front pour l’indépendance, prend le pouvoir. Le 22 septembre 1945, les troupes françaises affrontent aux troupes nationalistes. La France reconnaît la République Démocratique du Viêt-Nam, comme état libre au sein de la Fédération Française d’Indochine. Cependant des heurts éclatent entre troupes françaises et viêt-minh le 19 décembre 1946. La guerre d’Indochine commence (*); elle va durer huit ans.

(*) **NDLR** - Cette affirmation pose la question de la date de début et de fin de la guerre d’Indochine. Il est généralement convenu que le conflit a débuté le 9 mars 1945, avec l’agression japonaise et a cessé le jour de la signature de la paix de Genève le 27 juillet 1954.

En effet, les combats contre le Viet-Minh débutèrent bien avant le 19 décembre 1946 et continuèrent après la chute de Dien-Bien-Phu.

Au lendemain de la victoire du 8 mai 1945, la France est au rang des vainqueurs. Mais son armée est épuisée. Elle manque de cadres, après les pertes subies au cours des combats. De plus la nation est profondément divisée, au sujet de la conduite à adopter en Indochine. Cette division se retrouve au sein du Gouvernement. N'a-t-on pas vu à l'Assemblée Nationale en 1947, au moment de la discussion des crédits militaires, un ministre rester assis, alors que le rapporteur du budget invitait les membres de l'Assemblée à se lever pour rendre hommage aux morts d'Indochine. Dans ces conditions, il n'était pas question de faire appel au contingent. L'Armée devait faire face à la mission avec ses seules troupes de métier. C'est ainsi que la Gendarmerie fut appelée à participer à cette nouvelle campagne. Le vieux principe énoncé par Napoléon conservait toute sa valeur : *"Une troupe chargée de maintenir l'ordre au-dedans, ne doit pas être privée de l'honneur de servir au-dehors"*.

Le Corps Expéditionnaire fait l'apprentissage de cette nouvelle forme de guerre qui, comme l'a écrit le général Yves Gras, *"déconcertante par sa complexité, par le désordre apparent des événements et la forme inhabituelle des opérations. Elle offre le curieux spectacle de deux armées dissemblables, dispersées sur un immense territoire, étroitement imbriquées, sans pourtant se trouver en contact, sur aucun front. Tout y semble confus, étrange, paradoxal ... Elle apparaît comme une mosaïque de petits événements sporadiques et de petites actions discontinues dont l'ensemble représente un grand drame ..."*

LA BATAILLE DE LA GENDARMERIE D'INDOCHINE

C'est au début de 1947, que la Gendarmerie est engagée massivement sur ce territoire lointain. Trois légions sont réparties sur tout le théâtre d'opérations et s'émettent en un grand nombre de petites unités. Les structures et les missions sont, sinon décevantes, tout au moins non conformes à la tradition et à la doctrine d'emploi de cette force de sécurité publique.

Après avoir initialement et temporairement utilisé quelques escadrons en formations constituées, (notamment dans la Plaine des Joncs), le commandement s'aperçut très vite que cela risquait de coûter très cher en vies humaines et en potentiel, en cas d'embuscades. car ces escadrons - comme les escadrons actuels de Gendarmerie mobile - étaient constitués par des sous-officiers d'active susceptibles de devenir des gradés d'encadrement.

Par ailleurs, le commandement recevant la mission d'aider les jeunes Etats associés, affecta les militaires de l'Arme à cette mission, pour constituer une armée vietnamienne. C'est ainsi que les trois légions misent sur pied, par prélèvement sur la métropole et les Forces Françaises en Allemagne (les 4/5 des effectifs étaient issus de la Gendarmerie Départementale), furent émietées en un très grand nombre de petites unités, allant de la section au groupe de deux gendarmes. Ces effectifs servirent à encadrer les forces armées autochtones: Bataillons de l'armée vietnamienne; Bataillons de Chasseurs Cambodgiens; Formations laotiennes; Garde Républicaine Cochinchinoise; Garde Montagnarde des Hauts Plateaux; garde Nationale Khmère; Garde Tonkinoise; Garde Frontalière de l'Est Tonkinois; Garde du Centre Annam; Unités de Partisans; Escadrilles Fluviales; Escadrons parachutistes etc...

Si aujourd'hui on ne conçoit pas la moindre mission confiée à la Gendarmerie, sans un minimum de formation et d'instruction (mission au Liban, en Nouvelle Calédonie, etc ...), en 1947, les gendarmes partaient en Extrême-Orient, sans aucune préparation psychologique, morale ou technique.

Rassemblés dans le vénérable fort de Charenton, embarqués à la nuit tombante à Bercy, ils étaient acheminés vers Marseille. L'instruction était laissée à l'initiative des officiers chefs de détachement. Ceux-ci profitaient de la durée de la traversée (un mois), pour dispenser quelques notions indispensables à un sous-officier arraché à sa paisible brigade rurale et qui allait se trouver projeté dans la rizière tropicale.

Arrivé en brousse, le gendarme résigné s'adapte à sa nouvelle situation, avec cette prodigieuse faculté qui le caractérise. Il transpose d'instinct son savoir-faire. Il établit des contacts avec les populations vivant dans la zone de surveillance du poste. Il rend des services et finalement se fait respecter. Il réussit si bien, en général, qu'il est condamné par le Viêt-Minh pour son action pacificatrice. C'est alors l'attaque du poste où vivent les familles des gardes autochtones, poste qu'il faut défendre avec une ingéniosité et un courage grandement stimulés par les risques encourus. Le Corps Expéditionnaire ne dispose pas de moyens suffisants pour contrôler tout le territoire. Le Viêt-Minh, pour éviter la destruction, se dérobe à tout engagement d'envergure dont il n'aurait pas pris l'initiative. Ne pouvant écraser l'adversaire dans des batailles de rencontre, le commandement français couvre de postes les zones contrôlées, et les sillonne de

colonnes. La Gendarmerie tenait ces postes isolés (souvent deux gendarmes encadraient 30 ou 40 autochtones), participait aux ouvertures de route et aux protections de convois...

Habitué à servir dans une organisation hiérarchique parfaitement claire, le gendarme est un peu désemparé de se retrouver soumis à des liens de subordination fort complexes; ainsi, l'autorité du commandant de la 3ème Légion de Marche par exemple, se limite à la gestion, à l'administration du personnel et du matériel du Corps; le chef de corps n'est pas habilité à intervenir dans l'emploi de ses escadrons, d'ailleurs entièrement dispersés. Le lieutenant-colonel, commandant en second, est chef de mission d'organisation et commandant de la Garde du Viêt-nam Nord. Responsable de la formation et de la gestion de ses unités, il est à ce titre placé sous l'autorité d'un colonel des Troupes Coloniales. Il est bien chef de la mission d'organisation de l'armée viêt-namienne, mais n'intervient pas dans l'utilisation de ses compagnies. Celles-ci sont placées sous le commandement des responsables de quartiers ou de secteurs.

Seule atténuation à ce principe d'ultime fractionnement et de non autonomie d'action : les trois Légions de Marche de Garde Républicaine, sont placées sous l'autorité d'un colonel inspecteur dont l'autorité ne s'exerçait en fait, que dans le domaine administratif.

LES LECONS DE L'HISTOIRE

Trente deux ans après la fin de la première guerre d'Indochine, on peut se demander si l'emploi qui a été fait de la Gendarmerie, serait encore concevable de nos jours. La Gendarmerie aurait-elle pu discuter les conditions de sa participation ? Après tout, avec l'expérience de huit siècles d'histoire, et les récents combats de 1939-1945, la Gendarmerie aurait pu se voir confier des responsabilités opérationnelles propres, tout en restant subordonnée à l'autorité du général commandant en chef le théâtre d'opérations. Sans déroger au principe de l'unité de commandement, clé du succès sur le terrain, la Gendarmerie placée sous l'autorité d'un officier général de gendarmerie, avait vocation pour organiser, encadrer et commander sur le terrain, une garde nationale autochtone.

En Algérie, où la guerre a commencé quelques mois après la fin de la guerre d'Indochine, la Gendarmerie a été utilisée dans des conditions normales, parce qu'elle disposait de structures classiques solides. Elle a dû s'opposer aux demandes réitérées du commandement supérieur, qui fort de l'expérience indochinoise, souhaitait obtenir l'émiettement des escadrons, afin de disposer de solides personnels d'encadrement.

Une seule exception a été faite, avec la création des six commandos de chasse, encadrés chacun par trois officiers et dix-neuf sous-officiers de l'Arme. Il s'agissait de combattre l'adversaire avec les méthodes de l'adversaire: *"pour chasser les loups de Bélouchistan, il faut des chiens de Bélouchistan"* (Staline). La Gendarmerie a montré qu'elle savait pratiquer une autre forme de combat que celle classique des escadrons. Elle a pu s'adapter à une situation et participer à l'oeuvre commune de rétablissement de l'ordre.

La période des guerres de décolonisation est heureusement terminée, mais notre pays n'est pas à l'abri d'autres conflits. On est en droit de penser que les conditions actuelles ne sont plus celles de 1945. La création d'un enseignement supérieur spécifique à la Gendarmerie, l'augmentation du nombre d'officiers généraux de l'Arme (encore récemment rappelée), la place faite à l'Arme dans la Défense Opérationnelle du Territoire et les missions qui lui sont confiées, permettent de penser que l'expérience indochinoise ne se reproduirait plus.

Au cours du conflit indochinois où, par le jeu des relèves, 11 000 officiers, gradés et gendarmes furent engagés, la Gendarmerie a payé un lourd tribut : 655 tués. Elle fut récompensée par 6 250 citations individuelles, attribuées, non par la hiérarchie de l'Arme, mais par le commandement territorial. A Saïgon, le monument aux morts de la Gendarmerie érigé dans le cimetière Mac Dinh Chi, comporte l'épithaphe suivante :

"Aux morts de la Gendarmerie d'Outre-Mer, des prévôtés et des Légions Garde Républicaine de Marche d'Extrême-Orient".

Texte de Monsieur le Général M. BOEUF
paru dans la revue "l'Epaulette" et publié avec l'accord de ces derniers